



QUELQUES SOUVENIRS de 1802 et de l'occupation du général Turreau.

St-Maurice, 15 X^bre 1802.



J'ESPÉRAIS de jour en jour avoir des nouvelles satisfaisantes à vous donner sur notre situation politique ; et pendant que nous vivions dans l'incertitude ; mais dans l'espérance fondée de la voir s'améliorer, que cette espérance se soutenoit et paroissoit au moment de se réaliser, je ne voulois hasarder ny bon ny mauvais qui eut été peut-être détruit le lendemain ; et c'est de cette manière que nous avons vécu toute cette année, et que nous vivons encore : notre indépendance est à la vérité reconnue, publiée et garantie par trois républiques qui s'en sont portées garantes : la françoise, l'helvétique et l'italienne ; nos nouvelles autorités sont nommées et en exercice de leurs fonctions ; mais la présence des troupes françoises qui ne devoient plus y être d'après le traité signé par les plénipotentiaires des dites républiques

et la nôtre, et la tyrannie que continue d'exercer le général Turreau, qui les commande, paralyse si fort leur pouvoir que nous n'avons que le nom d'indépendans et que dans le fait nous sommes plus que jamais esclaves de la France. Il y a trois semaines que nous avons envoyé à Paris une députation composée de trois membres de l'Etat pour présenter au premier consul nos griefs et en demander le redressement ; nous n'en avons point encore de nouvelles, le général Turreau assure qu'ils ne verront point Bonaparte qui ne les recevra ny ne les écouterà, et va son train, tout comme lorsqu'il commandoit militairement le païs, qu'il ne reconnoissoit ny autorités helvétiques ny autorités valaisannes, qu'il les destituoit selon sa fantaisie, en établissoit à son gré et à sa dévotion ; excepté qu'il ne fait plus faire d'exécution militaire, se contentant d'en menacer ou faire menacer verbalement tous ceux qui résistent à ses volontés ; ce qui, chez un peuple aussi faible, aussi peu soutenu et accoutumé à trembler sous le despotisme des militaires français le mène aussi sûrement à son but et lui fait obtenir ce qu'il veut. Notre petite ville seule lui a payé trois mille deux cents livres de France de contributions pécuniaires en sus des impositions décrétées par le gouvernement. Nous avons pendant longtemps complètement nourri les troupes plus ou moins nombreuses qu'il nous y laissoit en garnison ; actuellement encore nous leur fournissons la viande. Depuis plus d'un an je n'ai pas été un seul jour sans avoir chez moi au moins deux soldats français dont l'étappe, quand on la leur

livre, ce à quoi on a manqué fort souvent, ne suffit pas pour la moitié de la nourriture ; et il faut que les bourgeois supplée à ce qui manque. Pendant très longtemps les officiers, quand nous en logions, mangeoient à notre table sans rien payer et y rien fournir, et actuellement encore, outre la chambre meublée et la lumière, ils exigent le bois pour se chauffer et ne l'épargnent pas.

Le général Turreau est chez M. Melchior Quartéry, qui, n'ayant point de meubles, ne lui a fourni que les chambres nues, mais il n'y a pas dans la ville un ménage un peu aisé chez lequel on n'ait mis en réquisition des tables, des chaises, des bureaux, des matelas, des couvertures, des draps et jusques aux nappes et serviettes pour sa table, batterie de cuisine couteaux, etc., etc. Ce ne seroit encor rien, si après s'être servi de ces meubles à l'usage auquel ils sont naturellement destinés, on les rendoit en bon état ; mais ce que l'on rend est toujours dans l'état le plus affreux, les plus belles serviettes servent de torchons de cuisine, à nettoyer les bottes, à envelopper la jambe malade du général qu'on arrose de vinaigre qui les tache pour toujours (vous sçavés qu'il se l'est cassée au mois de juin et qu'il ne peut pas encor se soutenir dessus) et de drapelles pour ses enfants, la seule inspection en fait la preuve, et rarement rend on toute la fourniture qui se renouvelle tous les deux jours...

J'ai conservé ma place de juge au tribunal du canton jusqu'à la publication de notre indépendance. Les indemnités attribuées à cette place étoient assez

considérables, je n'étois pas riche ; j'ai cru que cet emploi étoit celui qui convenoit le mieux à mes talents, je l'ai accepté pour avoir de quoi vivre ; il m'a occasionné beaucoup de dépenses en voyages, en pensions pendant les fréquents séjours qu'il falloit faire à Sion et il m'est dû trois mille neuf cents francs de Suisse que le gouvernement n'y personne ne se met en devoir de me payer et que je regarde à peu près comme perdus. On m'a pris mon foin, mes chevaux qu'on a emmenés en Italie et qu'il m'a fallu remplacer, pour ne pas perdre ma place de directeur des postes, par le sacrifice de plus de deux cents louis...

Le gouvernement, jusqu'à la publication de notre indépendance, nous a tenu le bec dans l'eau au sujet de nos appointements qu'il ne fait pas encor aujourd'hui refus formel de payer, mais qu'il ne nous paye pas, parce qu'il n'en a pas les moyens.

Au moment de son installation il a été obligé de recourir à un emprunt considérable pour faire face à la dépense du moment et cet emprunt a été fait hors du país : le pillage, l'entretien des troupes françaises, les contributions considérables imposées sur toutes les communes du canton par le général Turreau ont absorbé tout le numéraire existant en Valais, au point que quelquefois on ne trouve pas dans tout St-Maurice de la monnoie pour changer un écu neuf.

Notre Bourgeoisie a emprunté trois cent louis de celle de Vevey, ce n'a été qu'une fève jettée dans la gueule d'un loup, huit jours après il n'en restoit plus un sol et aujourd'hui nous sommes derechef

endettés comme des bouchers, sans savoir où prendre pour fournir à notre dépense...

... J'ai acquitté à leur échéance et même avant, toutes vos lettres de changes, j'ai aussi payé les capitaux que vous deviez à mesure que j'ai eu de l'argent, de sorte qu'à ma connaissance vous ne devés rien en Valais que les charges annuelles que tout le monde paye et qui ont changé de nature ; les censes et dixmes sont abolis mais doivent être rachetés selon le mode qui n'est pas encor décrété, mais qui doit l'être à la prochaine diette de may. Depuis 1798, époque de la plantation de l'arbre de liberté, cette espèce de redevances n'a été acquittée que par quelques âmes privilégiées par la bonne foi, aussi vos dixmes de Massonger et de Bagnes ont été absolument nulles pendant ces cinq ans et n'ont pas produit un sol. Vos vignes de St-Maurice et celles de la plaine de Monthey ont été comme les miennes complètement gelées au printemps ; moi je n'ai pas fait un verre de vin sur quatre-vingts fossoriers de vigne que je possède...

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que les vignes que la gelée a épargné, et il y en a eu quelques-unes, ont produit en telle abondance que la totalité de la vendange a surpassé celles des années précédentes, aussi le vin n'a pas augmenté de prix, au contraire, il a diminué. Les fourrages, les blés, les pommes de terre, les fruits ont presque généralement manqué tant à cause de la gelée qu'à cause de la sécheresse de l'été. Aussi le bétail est-il presque pour rien, mais toutes les autres denrées très chères, et le se-

ront bien davantage au printemps, beaucoup de particuliers ayant déjà mangé toutes leurs pommes de terre, à la consommation desquelles ils ont été puissamment aidés par les soldats français...

M. Augustini est grand baillif, mon beau-frère Derivaz¹, 1^{er} conseiller d'Etat avec le Département de la Justice, M. Stockalper 2^e conseiller d'Etat avec le Département des Finances. Le 1^{er} a pour suppléant, soit vice Baillif le cy devant vice Baillif Preux; le 2^e M. Joseph De Lavallaz et le 3^e mon beau-frère Jaques de Quartéry. A St-Maurice, mon frère Hyacinthe est président du Dixain; M. de Quartery, chatelain abbatial, grand chatelain et votre serviteur son lieutenant. Cet emploi m'a très peu occupé jusqu'à présent et je ne crois pas qu'il m'occupe guère davantage à l'avenir, mais je suis aussi conseiller de la ville avec deux louis d'honoraires que nous avons tous cédé à M. Schmidt uniquement pour se charger du détail des logements, de sorte que nous servons pour rien et nous ne sommes pas peu occupés. Il se passe rarement deux jours de suite sans que nous soyons assemblés, et souvent nous le sommes plusieurs jours de suite matin et soir; je peux vous assurer que cette charge est devenue très pénible et très onéreuse; elle le sera probablement beaucoup moins, si une fois nous sommes débarrassés des troupes françaises et surtout du général Turreau.

¹ Auteur de mémoires sur l'occupation du général Turreau.

(Extrait du copie de lettres de Jos.-Alph. de Nuced, directeur des postes en Valais, lequel nous avait été aimablement donné par M. Joseph Chappelet, avocat à St-Maurice (mort le 2 mars 1918) que son état de santé avait seul empêché de manifester out son intérêt à notre société.)